Grippe aviaire dans la filière. La réorganisation du secteur agro-industriel au Vietnam

Muriel FIGUIÉ, Anh Tuan PHAM**, Paule MOUSTIER****

* Muriel Figuié, CIRAD, UMR MOISA, F-34398 Montpellier, France
muriel.figuie@cirad.fr
** Anh Tuan Pham, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 20 Linh Nam, Hanoi, Vietnam
*** Paule Moustier, CIRAD, UMR MOISA, F-34398 Montpellier, France

Résumé – La crise de la grippe aviaire survenue fin 2003 a fortement affecté l'organisation de la filière avicole vietnamienne. Cette crise s'est traduite par une alliance entre les pouvoirs publics vietnamiens et le secteur agro-industriel, ce dernier étant jugé plus apte que le secteur traditionnel à répondre aux impératifs de « biosécurité ». Sur le court terme, cette alliance a permis aux groupes agro-industriels de se développer et de prendre le contrôle d'un nombre croissant d'activités dans la filière avicole, par un processus de verticalisation (intégration d'activités de production, abattage, vente au détail) et dans une moindre mesure de contractualisation avec les éleveurs. Ce mouvement a cependant été freiné lorsque les consommateurs, une fois l'inquiétude passée, se sont de nouveau tournés vers des productions traditionnelles, contribuant à l'élimination des acteurs du secteur agro-industriel les moins compétitifs. Ainsi sur le moyen terme, plutôt que de favoriser le secteur industriel au détriment du secteur traditionnel comme on pouvait s'y attendre, cette situation a surtout favorisé une réorganisation interne à la filière industrielle : elle a permis à un petit nombre de groupes agro-industriels, et surtout aux groupes internationaux (en particulier le groupe asiatique Charoen Pokphand que nous examinons plus en détail) d'asseoir leur position sur un marché prometteur à long terme malgré ses nombreux aléas.

Mots-clés : contrat, grippe aviaire, intégration verticale, secteur avicole, Vietnam

Avian flu in the food chain. The reshape of the agro-industrial sector in Vietnam

Abstract – *The crisis of avian influenza occurred in Vietnam in late 2003 has affected the organization of the local poultry value chain. This crisis has resulted in an alliance between the Vietnamese government and agro-industrial sector considered more capable than the traditional one, to meet the requirements of "biosecurity". In the short term, this alliance has allowed agro-industrial groups to develop and to take the control of a growing number of activities in the avian chain through a process of vertical integration (animal raising slaughtering, retailing) and, to a lesser extent, through contracting with farmers. This movement was slowed down once the crisis abated, since consumers turned back to traditional products,*

Remerciements : Ce travail a été réalisé dans le cadre du projet Gripavi, financé par le ministère français des Affaires Étrangères, et coordonné par le CIRAD. Il s'appuie en grande partie sur les entretiens réalisés dans le cadre du stage de Master d'Économie de M. Anh Tuan Pham (2009).

eliminating thus the less competitive groups. Thus, in the medium term, instead of benefiting the industrial sector at the expense of the traditional one, as one could expect, this crisis allowed a small number of agro-industrial groups, and especially international groups (we discuss in more detail the Asian group Charoen Pokphand) to establish their position in a market certainly promising, in the long term, despite its many hazards.

Keywords: *Avian influenza, Contract, Poultry industry, Vertical integration, Vietnam*

Classification JEL: D2, L1, O53, Q13

1. Introduction

Le but de cet article est d'analyser dans quelle mesure la crise de la grippe aviaire survenue au Vietnam fin 2003 a affecté l'organisation de la filière avicole vietnamienne, et notamment la place des groupes agro-industriels.

Des études, surtout menées en Europe, montrent que les crises sanitaires peuvent renforcer le pouvoir des entreprises de la distribution et de l'agro-industrie, et leur contrôle sur les pratiques de production de leurs fournisseurs (Wales *et al.*, 2006 ; Lindgreen et Hingley, 2003 ; Ménard et Valceschini, 2005). Ainsi, l'échelle de la filière se révèle-t-elle particulièrement pertinente pour analyser l'impact différencié d'une crise sur les acteurs, et mettre à jour les facteurs de vulnérabilité et de résilience. En outre, les crises sanitaires sont un révélateur puissant des stratégies, des relations de pouvoir et de dépendance qui s'exercent au quotidien dans les filières.

Ainsi en analysant la crise de la grippe aviaire dans la filière avicole vietnamienne, nous apportons un regard sur un secteur en pleine restructuration, où s'expriment les problématiques d'industrialisation et d'internationalisation propres aux pays émergents. En effet, cette crise se caractérise d'une part par la nécessité d'une meilleure maîtrise technique de la qualité dans les différentes étapes de production au sein de la filière. Elle se caractérise aussi d'autre part, au-delà de la filière, par une redéfinition des compétences et de la légitimité des différents acteurs à garantir la santé publique. Nous mettons ainsi l'accent dans notre analyse sur les processus de verticalisation et contractualisation au sein des filières ainsi que sur les alliances entre les pouvoirs publics et les secteurs productifs, traditionnel ou industriel, national ou international. C'est donc à partir des opportunités qu'une crise peut générer, que nous abordons ici la question de la grippe aviaire au Vietnam.

2. Analyser les changements dans la filière avicole vietnamienne

2.1. Le contexte de la grippe aviaire au Vietnam

Avant qu'elle ne soit affectée par la crise de la grippe aviaire (liée au virus H5N1), la filière avicole vietnamienne était en pleine croissance : en 2003, le taux de croissance des effectifs de volailles était de 9 % et leur nombre s'élevait à 254 millions de têtes. Cette croissance s'inscrit dans un développement global des filières animales au Vietnam, et en Asie, dont la production suit en partie l'accroissement de la demande en produits animaux. En effet, la forte augmentation de la population au Vietnam (de 80 millions en 2003 à 110 millions d'habitants prévus en 2020) ainsi qu'une augmentation du niveau de vie et un changement des régimes alimentaires (Moustier *et al.*, 2003) entraînent une demande croissante en produits animaux, notamment en zone urbaine.

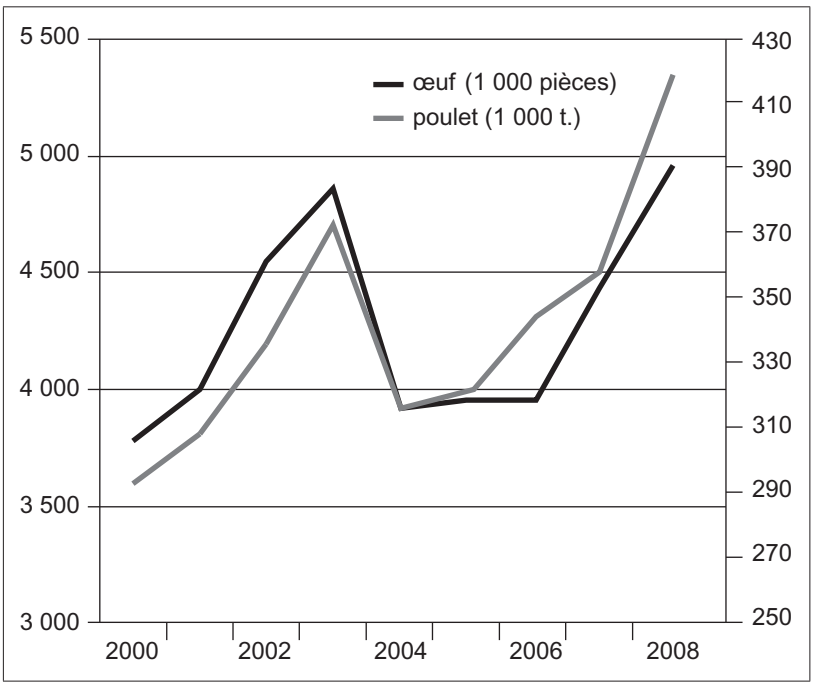
Le marché des produits avicoles est approvisionné en majorité par la production locale ; les importations couvrent environ 20 % de la demande, elles proviennent surtout du Brésil et des États-Unis (USDA, 2011). Cette production est le fait essentiellement d'élevages de type traditionnel, avec des volailles en divagation (moins d'une cinquantaine) nourries de résidus. Mais depuis la fin des années 1990, la production industrielle a commencé à se développer, à l'initiative de groupes nationaux (Luong My, Dabaco, Phuc Thinh...) privés ou étatiques (progressivement privatisés dans le cadre de la libéralisation de l'économie vietnamienne et de son adhésion à l'OMC) et surtout de grands groupes étrangers attirés par la croissance du marché domestique parmi lesquels le groupe d'origine thaïlandaise Charoen Pokphand (CP), l'indonésien Japfa, le français Proconco ou l'américain Cargill. Ces groupes investissent le secteur de la production d'intrants (aliments du bétail essentiellement), ou de la production de viande elle-même (volailles et porcs essentiellement).

La première émergence du virus H5N1 fin 2003-début 2004 et les crises ultérieures (2004-2005 surtout ; le virus est à présent endémique au Vietnam) ont généré un bouleversement considérable pour les 9 millions d'éleveurs de volailles présents au Vietnam (MARD et MOH, 2010) et pour les nombreux acteurs de la filière avicole, affectés par l'épizootie elle-même, par les mesures de contrôle (abattages massifs) et les réglementations qui ont suivi ainsi que par la réaction des consommateurs. Le marché a ainsi connu d'importantes fluctuations de l'offre comme de la demande au gré des épisodes épidémiologiques, des réglementations mises en œuvre et des stratégies de communication. La tendance globale est celle d'une diminution brutale de la production locale de volailles et d'œufs en 2004 et une reprise dès 2005-2006 (figure 1), ainsi qu'un accroissement de la demande de la classe moyenne émergente pour des volailles de qualité sanitaire garantie (Figuié et Fournier, 2008 ; Figuié et Fournier, 2010).

L'objectif de cet article est de décrire et d'analyser la façon dont les acteurs de la filière avicole se sont organisés pour faire face à ce contexte de grippe aviaire au Vietnam. L'ONG Grain (Grain, 2006 ; Grain, 2007) a dénoncé dans le cas de la Thaïlande les connivences entre l'État, le groupe Charoen Pokphand (CP) et les experts dans l'évaluation des causes et des solutions à la grippe aviaire, situation qui aurait largement favorisé le secteur industriel, et surtout le groupe CP, au détriment des petits éleveurs thaïlandais.

Que peut-on dire dans le cas du Vietnam ? Une telle évaluation n'est pas facile à conduire. D'une part, l'accès aux données est difficile et les quelques chiffres disponibles ne sont pas toujours cohérents. Ensuite, il est difficile d'isoler l'effet de la grippe sur un marché avicole soumis à d'aussi nombreux facteurs de variations : évolution de la demande des consommateurs (en quantité et qualité), évolution de la réglementation (notamment impact de l'adhésion à l'OMC), hausse mondiale du prix des aliments (et des aliments pour bétail, surtout en 2008), effets indirects des crises sanitaires dans d'autres filières animales (ces crises ont été nombreuses au Vietnam durant cette période notamment sur la filière porc).

Figure 1. **Évolution de la production d'œufs et de volailles au Vietnam entre 2000 et 2008**



Unités : 1 000 œufs (axe de gauche) et 1 000 tonnes de poulet (axe de droite).
Source : Office général des Statistiques, GSO (GSO 2006 et 2010).

La théorie économique des coûts de transaction (ECT) aide à comprendre comment les acteurs économiques se coordonnent pour produire des biens de qualité en situation d'incertitude par des formes hybrides, intermédiaires entre le marché et le salariat. L'économie des conventions peut également apporter des éclairages intéressants et assez voisins, en particulier sur les relations personnalisées et fidélisées entre les vendeurs et les consommateurs, qualifiées comme relevant de conventions domestiques, et leur efficacité dans la gestion de l'incertitude sur la qualité. Notre travail s'est focalisé sur les relations entre les producteurs et les acheteurs distributeurs, où les relations qui dominent sont contractuelles ou marchandes plutôt que de nature domestique. Nous n'avons pas étudié les circuits non marchands et les circuits courts entre les éleveurs et les consommateurs (ce qui est une des limites de notre travail.). Cette orientation nous a donc conduits à mobiliser la théorie économique des coûts de transactions, plutôt que l'économie des conventions, pour analyser notre cas empirique.

2.2. Qualité sanitaire, concentration et intégration verticale

L'économie des coûts de transaction permet d'expliquer une orientation des filières vers des formes de coordination plus intégrées lorsque s'impose la nécessité de garantir des attributs de qualité sanitaire. En effet, les coûts et erreurs de mesure de la qualité sont des formes particulières de coûts de transaction (Barzel, 1982), définis comme les coûts relatifs à la recherche d'informations, notamment la fiabilité du partenaire, ainsi que le contrôle de la réalisation de la transaction (Williamson, 1991). Ces coûts peuvent être réduits par des formes de coordination plus intégrées. L'intégration verticale au sens strict correspond au contrôle des différents stades de production sous l'autorité d'une même entreprise, elle permet de remplacer les échanges d'actifs sur le marché par des échanges au sein de l'entreprise (Perry, 1989). L'entreprise peut ainsi mieux contrôler ses actifs (Grossman et Hart, 1986). Les contrats, qui sont des engagements entre partenaires portant sur les conditions de la transaction (quantités, prix, fourniture d'intrants, etc.) représentent une forme plus lâche d'intégration verticale.

Par ailleurs, les efforts pour améliorer la qualité sanitaire entraînent des investissements spécifiques, par exemple, en matière de contrôle ou de conditionnement. D'une part, ceux-ci sont facilités par la grande taille des entreprises, qui permet des économies d'échelle. Mais d'autre part, ils sont difficilement redéployables sur des marchés où la qualité n'est pas reconnue. Ce sont donc des actifs spécifiques au sens de l'ECT, c'est-à-dire des investissements spécifiques à la transaction avec certains acheteurs, et difficiles à valoriser auprès d'autres acheteurs (Williamson, 1991). Or selon la théorie des coûts de transaction, lorsque des actifs spécifiques sont mobilisés dans une transaction, les formes intégrées s'avèrent plus efficaces que les formes marchandes. Ainsi, l'incertitude sur la qualité sanitaire favorise la concentration et l'intégration dans les filières.

Des économies technologiques peuvent aussi amener une firme à l'intégration verticale dans la mesure où le progrès technique permet à la firme de diminuer sa demande d'intrants intermédiaires, en remplaçant ces derniers par des intrants primaires, plus adaptés au nouveau processus de production (Perry, 1989). Le pouvoir de marché d'une firme agroalimentaire lié à sa taille, son influence sur les prix et les politiques, joue aussi un rôle déterminant dans la décision d'intégration verticale de la firme (Mighell et Jones, 1963).

Ces dynamiques sont particulièrement prégnantes dans le secteur des volailles. Les contrats et l'intégration verticale s'y développent pour faire face aux nombreuses sources d'incertitude sur la production, en particulier les maladies et la mortalité des oiseaux, ainsi que les variations de prix. Par ailleurs, c'est un secteur où les changements technologiques sont rapides, en particulier dans l'industrie de la formulation d'aliments. Lorsque les contrats portent sur la fourniture d'aliments et de produits vétérinaires et la vente à un prix stable, la plupart des risques sont transférés sur l'entreprise fournisseuse, mais les revenus des éleveurs sont plus faibles. Le risque est minimal pour l'éleveur lorsqu'il est salarié de l'entreprise (Mighell et Jones, 1963).

2.3. Qualité sanitaire et alliances publics-privés

Les difficultés en termes de budget et d'organisation peuvent conduire les autorités publiques à déléguer une partie du contrôle de la qualité sanitaire au secteur privé. Ce type de délégation d'autorité à un partenaire, les deux parties gardant l'autonomie dans les décisions, a été analysé par Ménard (2004) comme un compromis efficace entre le marché (qui entraîne un faible coût de gouvernance, mais de forts coûts de transaction) et la hiérarchie (coût élevé de gouvernance, faible coût de transaction).

L'objectif de l'État est d'abaisser les coûts de contrôle tout en gardant la main sur la définition des normes. Par exemple, dans le domaine de l'importation des fruits et légumes en France, des accords professionnels spécifient le cahier des charges d'un contrôle interne collectif. Le contrôle public intervient dans un deuxième temps pour s'assurer que le contrôle privé est effectif (Bignebat et Codron, 2006 ; Codron *et al.*, 2007).

Par ailleurs, les progrès en communication, transport et stockage permettent de réduire le temps et l'espace du commerce de biens, et augmentent la propagation des maladies. Les pratiques de régulation par les États-Nations seuls ne sont pas adaptées à ce contexte de mondialisation (Oosterveer, 2007). Une multitude d'acteurs dont des firmes internationales interviennent alors.

De plus, lorsque la santé publique mondiale est en jeu comme c'est le cas avec la grippe aviaire liée au virus H5N1 (maladie commune à l'homme et à la volaille et à potentiel pandémique) et que des mesures d'urgence et très contraignantes (abattage massif, arrêt de la commercialisation) s'avèrent nécessaires, l'État peut chercher à reprendre la main sur le fonctionnement des filières, notamment sous la pression d'organisations internationales (telles que l'OMS, organisation mondiale de la santé, et l'OIE, organisation mondiale de la santé animale). Les normes sanitaires deviennent alors des normes de biosécurité et le jeu des acteurs se complexifie.

2.4. Hypothèses et méthodologie de la recherche

Dans cet article, nous faisons l'hypothèse que la crise de la grippe aviaire a affecté de façon différenciée les acteurs de la filière avicole au Vietnam. Plus précisément, nous faisons l'hypothèse que la crise a pu constituer pour les acteurs de « type industriel » une opportunité d'expansion (augmentation de leur part de marché) et favoriser un processus d'intégration (c'est-à-dire, au sens strict, le contrôle des différents stades de production sous l'autorité d'une même entreprise) : 1. expansion, car consommateurs et pouvoirs publics (et communauté internationale) ont pu favoriser ce type d'acteurs jugés plus à même de répondre aux nouveaux impératifs de biosécurité ; 2. intégration, car c'est une stratégie permettant de renforcer les dispositifs de traçabilité et de mieux maîtriser la qualité sanitaire dans les filières alimentaires. Nous recherchons donc ici des indicateurs de l'existence de tels processus. Et nous

tentons de répondre à la question suivante : ces processus d'intégration et d'expansion au profit du secteur agro-industriel sont-ils parallèles ou l'un l'emporte-t-il sur l'autre ? Ces processus sont-ils durables au-delà de la période de crise ?

Pour y répondre, une série d'enquêtes a été menée en 2008 et 2009 auprès des acteurs de la filière avicole approvisionnant la capitale, Hanoi, au nord du Vietnam, et auprès des services agricoles et vétérinaires du ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR). Deux groupes agro-industriels ont été étudiés en particulier : le groupe d'origine thaïlandaise Charoen Pokphand (CP Vietnam) implanté au Vietnam depuis 1993, et le groupe vietnamien Phuc Thinh, créé en 1999, à la suite de la privatisation de la ferme d'état de volailles Dong Anh. Le choix de ces groupes est lié au fait d'une part qu'ils ont obtenu du gouvernement en 2005 le monopole (durant une courte période) de l'approvisionnement de la ville de Hanoi (environ 3 millions d'habitants en 2005) et, d'autre part, par le fait que le groupe CP, selon certaines études déjà évoquées plus haut, aurait particulièrement tiré profit de la grippe aviaire en Thaïlande (Grain, 2007). Nous avons cherché à caractériser les évolutions de la filière à travers des indicateurs de l'intégration verticale (le nombre d'activités occupées par un groupe), de la contractualisation (le nombre d'éleveurs sous contrat avec un groupe), la concentration (les parts de marché d'un groupe). Nous avons conduit des entretiens avec les responsables de ces groupes, des éleveurs sous contrat avec ces groupes, des représentants des autorités locales et centrales, ainsi que des acteurs des filières concurrentes.

Les données relatives à l'activité de ces groupes ont été obtenues à partir des statistiques des autorités locales comme le service vétérinaire et par entretien avec certains éleveurs sous contrat. Ces données ont été difficiles à obtenir et ont nécessité le croisement des données obtenues auprès de plusieurs acteurs des filières. Des données secondaires ont été obtenues par la presse économique, les textes de loi, les données des services des impôts et des douanes, du ministère de l'agriculture, ainsi que de consultants locaux ou internationaux. Ces difficultés justifient le choix de limiter l'ambition de notre étude à l'analyse de la filière d'approvisionnement de la ville de Hanoi, même si cette étude intègre des politiques et réglementations de portée nationale et des groupes internationaux comme CP. Les limites d'une telle option méthodologique sont difficiles à apprécier.

3. Résultats

3.1. Une intervention des pouvoirs publics (législation, crédit) en faveur des groupes agro-industriels

Le virus de la grippe aviaire (H5N1) provoque une forte mortalité chez les volailles. Ce virus est en outre transmissible à l'homme et est responsable

depuis 2003 de 360 décès dans le monde dont 61 au Vietnam[1]. Les victimes sont essentiellement des personnes vivant ou travaillant en contact étroit avec les volailles vivantes (éleveurs et leurs proches, personnes ayant abattu des volailles...). Si, en outre, une contamination humaine par des voies alimentaires est déclarée possible par les experts, aucun cas n'a cependant à ce jour pu être confirmé[2]. Il n'en reste pas moins que dans tous les pays affectés, l'impact sur la consommation a été marqué. Mais ce que craignent surtout les autorités des pays concernés et la communauté internationale, est que le virus mute en une forme transmissible d'homme à homme, et soit à l'origine d'une pandémie mondiale comparable à la grippe espagnole de 1918. C'est pourquoi la grippe H5N1 est considérée au niveau international à la fois comme un « désastre pour la production agricole » et comme « une menace sérieuse pour la santé humaine » (communiqué de presse commun FAO, OIE, OMS du 27 janvier 2004[3]).

Les autorités vietnamiennes, appuyées par la communauté internationale ont réagi rapidement et massivement à l'apparition du virus sur leur territoire. Les premières mesures étaient des mesures d'urgence : abattages massifs des volailles (17 % des volailles abattues), restrictions au transport et au commerce des volailles. Ces mesures ont eu des impacts variables selon les types d'élevage et le pas de temps considéré (voir encadré 1).

Encadré 1. **Types d'élevage et impacts de la grippe aviaire**

Selon les rapports d'experts (Agrifood Consulting International, 2006 et 2007 ; Delquigny *et al.*, 2004) la grippe aviaire a eu un impact important à court terme sur les éleveurs de type industriel (élevage de plus 2000 oiseaux par bande, jusqu'à 4 bandes par an) notamment à travers les mesures d'abattage. C'est parmi ces élevages que se trouvent les éleveurs contractants. Ainsi le groupe CP aurait perdu 50 % à 60 % de « son » cheptel en 2003 (d'après les informations fournies par le service vétérinaire du district de Chuong My, district où sont localisés la majorité des contractants du groupe CP au Vietnam). Cependant, sur le plus long terme, ces éleveurs auraient bénéficié de leur capacité à s'adapter aux nouvelles exigences du marché, notamment en termes de garantie sanitaire. Les élevages de type commercial (produisant environ 3 bandes de 500 à 2000 têtes par an) pourraient avoir été plus durablement touchés du fait de

[1] Source: WHO/PED, data in HQ as of 16 January 2013. http://www.who.int/influenza/human_animal_interface/EN_GIP_20130116CumulativeNumberH5N1cases.pdf (consulté le 1er février 2013)

[2] Le virus ne résiste pas à la cuisson et de nombreuses campagnes de communication ont visé à informer le public des risques liés à la consommation de viande mal cuite (rosée), d'œufs « coulants » et de sang de volaille (consommé traditionnellement sous la forme de *tiet canh*).

[3] http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2004/pr7/fr/index.html (consulté le 1er février 2013)

leur moindre capacité financière à reconstituer leur cheptel après la crise et à investir dans des équipements permettant d'améliorer la biosécurité des élevages. Les élevages de basse-cour, les plus nombreux, auraient été relativement moins affectés par les mesures de contrôle dans la mesure où les volailles y sont destinées à l'autoconsommation ou à un marché local peu concerné par les restrictions imposées au transport des animaux ou produits animaux.

Une fois l'urgence passée, le ministère de l'Agriculture et du Développement Rural a entrepris dans un second temps de soutenir un projet déjà ancien, celui de modernisation des élevages : *The country's farming will need to be restructured into a modern, large scale industry*... (« L'agriculture du pays devra être restructurée en une industrie moderne à grande échelle... », notre traduction. Déclaration du ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Cao Duc Phat, Thanh Nien News, 2 janvier 2006 ; cité par Agrifood Consulting International, 2006, p 50).

Ce projet de modernisation est justifié par ses défenseurs par le lien existant, par définition, entre modernité et biosécurité, même si plusieurs travaux montrent que c'est justement l'industrialisation des élevages qui favorise l'émergence et la propagation de tels virus (Trevennec et Morand, 2013). À ce trio, « modernité, sécurité, santé » vient s'ajouter la composante « privé », à travers la volonté affichée du gouvernement de s'appuyer sur le secteur privé pour la mise en œuvre de ce projet modernisateur[4]. L'État entend favoriser la mise sous contrat des éleveurs avec des groupes agro-industriels, qui pourraient alors fournir crédit, assistance technique, contrôle sanitaire... que l'État a du mal à prendre en charge. Cette mise en œuvre est favorisée par les liens forts qu'entretiendrait le Ministère de l'Agriculture avec les compagnies privées (en particulier avec les entreprises issues de la privatisation du secteur étatique) (Tuong, 2010).

Les objectifs sont quantifiés : l'élevage de type industriel doit atteindre en 2015 80 % de la production nationale contre 35 % en 2003 (MARD et MOH, 2006b).[5] Plusieurs directives viennent appuyer cette démarche dont la décision du Premier Ministre (No. 394/QD –TTg) accordant des prêts à des taux préférentiels pour la mise en place d'unités industrielles de production, d'abattage, de transformation conformes aux normes sanitaires et environnementales en vigueur. Ces normes mettent l'accent sur la vaccination

[4] Selon la stratégie élaborée par les ministères de l'agriculture et de la santé, présentée dans le *Green Book*, « *Integrated national plan for avian influenza control and human pandemic influenza preparedness and response, 2006-2008* » (MARD-MOH 2006a).

[5] À noter qu'en 2003, à la veille de l'épizootie de grippe (H5N1), le secteur étatique ne représentait déjà plus que 3 % de cette production industrielle, contre 38 % en 1995 et 15 % en 1999 (Delquigny *et al.*, 2004).

et notamment sur sa traçabilité avec des certificats qui doivent suivre les animaux jusqu'à leur consommation. Les animaux doivent être abattus et commercialisés dans des lieux certifiés (MARD, 2006). Ces mesures sont *a priori* difficiles à mettre en œuvre dans le cadre de petits élevages et de filières atomisées : les intermédiaires y sont nombreux et les lots d'animaux se composent et se recomposent plusieurs fois avant leur mise sur le marché.

Le contexte politique et réglementaire qui se met en place apparaît donc favorable au secteur industriel qui y voit l'opportunité de se développer sur un marché de produits de qualité, malgré le contexte épidémiologique encore incertain. En témoignent les déclarations de représentants d'entreprises du secteur agro-industriel (voir encadré 2) :

> *Although the bird flu epidemic has not yet completely ended in Ho Chi Minh City, the local poultry market is seeing silent but fierce competition among poultry suppliers*. (« Bien que l'épidémie de grippe aviaire ne soit pas complètement finie à Ho Chi Minh Ville, la concurrence sur le marché local de la volaille est encore discrète mais déjà féroce entre les vendeurs », notre traduction). *Vietnam News*, 30 avril 2005.
>
> *Charoen Pokphand (CP) will succeed in turning a crisis in opportunity of development... We anticipate 30 % growth of turnover each year* (« Charoen Pokphand réussira à faire de cette crise une opportunité de développement... Nous prévoyons une croissance annuelle de notre chiffre d'affaires de 30 % », notre traduction). Déclaration du président du groupe CP au journal *Thanh Nien*, 12 mars 2006.
>
> « Avec la grippe aviaire, le malheur des uns fait le bonheur des autres. Là, ça fait le bonheur des intégrateurs. Le schéma classique quoi... ». Un vendeur français d'une compagnie d'aliment au Vietnam, notre enquête.

Encadré 2. **Les principales entreprises du secteur avicole au nord du Vietnam**

- Entreprises étrangères internationales : Charoen Pokphand (CP, origine thaïlandaise), Prococon (franco-vietnamienne), Cargill (nord-amé ricaine), Japfa (indonésienne), Emivest (malaisienne).
- Entreprises d'état : Luong My, Dabacco.
- Entreprise privée vietnamienne : Phuc Thinh (ancienne entreprise étatique).

3.2. Un secteur avicole transformé

3.2.1. La maîtrise de l'approvisionnement en poussins : un atout majeur

Seuls les élevages industriels et une partie des élevages commerciaux s'approvisionnent en poussins issus de lignées industrielles. Le secteur de l'approvisionnement en poussins d'un jour (DOC, *day-one-chick*) a connu au cours des dernières années une forte concentration. En 2004, les quatre plus grosses compagnies, – CP, Cargill, Japfa et Proconco – maîtrisaient 32 % de l'approvisionnement national de DOC et 62,5 % de l'approvisionnement assuré par le secteur privé (ministère de l'Agriculture cité par World Bank, 2004). Sept ans plus tard, en 2011, trois entreprises contrôlent la quasi-totalité de l'approvisionnement en poussins : CP, Japfa et Emivest (avec 6,2 à 6,5 millions de poussins par an) alors que les entreprises étatiques présentes occupent une place de plus en plus marginale et limitée à la production de la race locale (Luong Phuong). (*Vietnam News*, 20 août 2011)[6].

La crise de la grippe a en partie favorisé cette concentration. La maîtrise du virus H5N1 au Vietnam s'est d'abord faite par des mesures d'abattage massif. Les fermes de reproduction (détentrices des lignées grand-grand parentales et grand parentales) productrices de DOC ont été particulièrement touchées par ces abattages (Delquigny *et al.*, 2004). En outre, les mesures de contrôle de l'importation de poussins ont été renforcées. Cette situation a eu pour conséquences de rendre très difficile la reconstitution des élevages touchés par le virus et par les mesures d'abattage.

En 2004, après les premiers foyers et abattages massifs, deux entreprises seulement auraient eu l'autorisation d'approvisionner le marché en poussins au nord du Vietnam (selon un entretien avec un économiste d'un institut national de recherche) : Charoen Pokphand (CP) et Phuc Thinh. Les élevages de reproducteurs de CP dans le nord du pays (région de Ha Tay, autour de Hanoi) ont été fortement touchés par la grippe (100 000 reproducteurs ont été abattus en décembre 2003 dans une ferme de CP à Chuong My, d'après un responsable des services vétérinaires de la zone). Mais CP disposait encore d'un élevage de reproducteurs dans le sud du pays (à Dong Nai) et d'autres élevages en Thaïlande. CP a donc pu très rapidement répondre à la demande locale d'abord à partir de son couvoir de Dong Nai puis à partir de ses couvoirs thaïlandais et enfin, à mesure que la grippe s'étendait en Asie, à partir d'importations des États-Unis et du Royaume-Uni. Ce vaste réseau d'approvisionnement sur lequel CP a pu s'appuyer, alors que d'autres acteurs avaient du mal à se fournir, a permis à l'entreprise de renforcer sa position sur le marché de la vente des poussins. De même, l'entreprise Phuc Thinh est une des rares entreprises à ne pas avoir vu ses élevages de reproducteurs touchés par les effets directs ou indirects de la grippe et a pu rapidement répondre à

[6] http://en.baomoi.com/Info/Foreign-firms-dominate-animalfeed-market/5/174297.epi (consulté le 1er février 2013)

la demande. Ainsi, dès mars 2004, Phuc Thinh et CP étaient en mesure de fournir en poussins les éleveurs affectés par la grippe.

3.2.2. La vente d'aliments pour les volailles, liée à celle des poussins

Le marché des aliments du bétail (poissons, porcs et volailles) a connu lui aussi un processus de concentration. Ce marché (estimé à environ 11 millions de tonnes par an) attise depuis plusieurs années la convoitise des investisseurs : *Vietnam has become the new hot spot for the feed industries* (*Feedlink magazine*, 2008). Cependant le gouvernement vietnamien s'inquiète de la concentration du nombre d'entreprises, qui plus est étrangères dans ce domaine (*Vietnam News*, 20 août 2011 : *Foreign firms dominate animal-feed market*). S'il y avait encore 241 compagnies en 2006 elles ne sont plus que 179 en 2008 (*Feedlink magazine*, 2008). Dans cet ensemble, le groupe CP occupe une part croissante du marché : 9 % de la production d'aliment bétail en 2004 (Burch, 2010) et 15 % à 20 % en 2011 (selon Diep Kinh Tan du ministère de l'Agriculture cité par le web magazine *All About Feed*, 19 août 2011[7]).

La crise a contribué là encore à cette concentration. Le marché de l'alimentation des volailles a connu des difficultés durant la crise de la grippe dont toutes les entreprises n'ont pu se relever (le groupe CP a ainsi connu une chute de 40 % des ventes d'aliments volailles début 2004 ; d'après une déclaration de Phan Ngoc Chau, dir. général adjoint de la production des aliments du bétail du groupe CP, *VnExpress*, 14 novembre 2005[8]), mais avec la dynamique de restockage entreprise par les éleveurs, le groupe CP aurait conditionné la vente de poussins à l'achat d'aliments pour volailles, gagnant ainsi des parts de marché sur ses concurrents (le groupe Proconco se serait ainsi replié, du moins dans un premier temps sur la production d'aliments pour porcs). Aujourd'hui l'aliment du bétail représente 70 % des revenus de CP au Vietnam, dont 40 % pour l'aliment des volailles (d'après nos entretiens auprès de CP Vietnam).

3.2.3. La production d'œufs de consommation : un secteur relativement protégé investi par CP

Si, à l'occasion de la grippe aviaire, le groupe CP a contribué à une concentration du marché des poussins et des aliments des volailles, le groupe a eu également une politique très dynamique dans le secteur de la production d'œufs de consommation.

---

[7] http://www.allaboutfeed.net/Home/General/2011/8/Vietnam-feed-makers-worried-about-CP-dominance-AAF012136W/(consulté le 1er février 2013)

[8] http://www.intellasia.net/bird-flu-hits-poultry-feed-makers-15063 (consulté le 1er févr- ier 2013)

La production d'œufs a été affectée par la grippe (figure 1). Certes la production d'œufs suppose un cycle plus long et de plus lourds investissements, limitant ainsi les capacités de reprise d'activités de nombreux producteurs. Mais le marché des œufs a aussi été soumis à des impacts moins violents que celui des poulets de chair. D'abord parce que les consommateurs ont été moins méfiants à l'égard des œufs qu'à l'égard des volailles, les œufs étant supposés *a priori* sains car « une poule malade ne pond pas » comme disent souvent les consommateurs vietnamiens. Ensuite, parce que les restrictions imposées à la filière œuf ont été moins lourdes que celles imposées à la filière poulets de chair, cette dernière étant soumise à des contrôles beaucoup plus stricts du transport, et à une commercialisation par l'intermédiaire d'abattoirs certifiés.

De plus, pour protéger la reprise de la production locale d'œufs, le gouvernement a maintenu des quotas à l'importation d'œufs (décision 09/2003/TT-BTM, Ministère du Commerce). Et, la filière œuf a été relativement à l'abri, comparée à la filière volaille, de la baisse des taxes à l'importation imposée par l'adhésion du Vietnam à l'OMC (*World Poultry*, 7 novembre 2006)[9].

CP a rapidement saisi cette opportunité avec la construction de son premier poulailler de ponte fin 2004, alors que les foyers de grippe étaient encore nombreux. Avant la crise, le rôle de CP dans la filière œuf se limitait à la production de poussins « ponte ». La moitié de la production était vendue, l'autre confiée à des sous-traitants ou contractants pour la production de poulettes « prêtes à pondre », elles-mêmes vendues par l'intermédiaire de CP. Mais en 2004, CP va d'une part augmenter son nombre de contractants producteurs de poulettes « prêtes à pondre » (le nombre de contrats passe ainsi de 21 à 40 entre 2003 et 2005 et ensuite à 72 éleveurs en 2009) à qui le groupe réserve, en 2009, 70 % de sa production de poussins « ponte ». Et CP, au lieu de vendre les poulettes produites par ses contractants va les conserver pour ses propres élevages de ponte (en 2009, CP conserve ainsi 95 % des poulettes prêtes à pondre élevées par ses contractants, pour sa propre production d'œufs) (source : nos entretiens auprès de CP Vietnam). Le groupe entretient ainsi d'une part une pénurie sur le marché de poussins de volailles pondeuses (selon un entretien avec un économiste d'un institut national de recherche) et parvient à occuper 35 % du marché d'œufs industriels en 2005, avant de connaître une baisse jusqu'à 20 % en 2009 (liée à la concurrence des importations de Chine) et une nouvelle hausse à 50 % en 2011 (d'après nos entretiens avec CP).

[9] http://www.worldpoultry.net/Home/General/2006/11/Vietnam-cuts-tariffs-but-not-on-eggs-WP000718W/(consulté le 1er février 2013)

3.2.4. La production de poulets de chair : une aubaine provisoire pour Phuc Thinh

De nombreux investisseurs vietnamiens ont été tentés à la suite d'une part des mesures sanitaires imposées par les autorités et d'autre part, de la demande des consommateurs pour des produits de qualité garantie, de se lancer dans le marché de volailles « de qualité ».

Si le groupe CP a investi la production d'œufs, le groupe vietnamien Phuc Thinh a lui choisi d'investir la production de poulets. Le groupe qui produisait avant la grippe 1 000 à 2 000 poulets par jour pour le marché de Hanoi, va produire jusqu'à 10 000 poulets en décembre 2005. Cette progression a bénéficié du fait que Phuc Thinh a été un des rares groupes autorisés, au pic de la crise, par le gouvernement à fournir la ville de Hanoi, via les supermarchés de la chaîne Big C. Phuc Thinh s'est lancé dans la production de poulets de chair en conservant 50 % à 80 % des poussins « chair » qu'il produisait auparavant pour le marché. En mai 2005, il construit son propre abattoir et, en 2006, sa propre usine d'aliments (d'après nos entretiens et Agrifood Consulting International, 2007).

Cependant, en 2011, ce sont les groupes étrangers Japfa, Emivest et CP qui dominent le marché de poulets de chair, comme celui de la production d'aliments pour les volailles (web magazine *All About Feed*, 19 août 2011). Si un groupe comme CP n'a pas directement investi dans la production de poulets de chair comme il l'a fait pour la filière œuf, le groupe a tout de même accru sa maîtrise de la filière « poulets de chair » par le biais de la contractualisation et surtout par l'investissement dans les activités d'abattage et de vente au détail, comme nous allons le voir ci-dessous.

3.2.5. Abattoirs et points de vente au détail : une multiplication transitoire

La réglementation adoptée suite à la grippe interdit la vente de volailles vivantes dans les grandes villes (pratique dominante avant la grippe) et impose l'abattage des animaux dans des abattoirs certifiés et la vente des volailles dans des points de vente autorisés (décision n°. 394/QD –TTg du Premier Ministre). La certification des abattoirs repose sur leur localisation (à l'écart des habitations) et sur le respect de mesures concernant le processus d'abattage et l'hygiène des locaux.

Ainsi le nombre d'abattoirs a augmenté autour des grandes villes, sur la base d'investissements privés nationaux ou étrangers. Autour de Hanoi, on comptait avant la grippe moins de trois abattoirs, il y en avait plus de dix suite à la grippe aviaire (MARD, 2007).

Le groupe CP lui-même qui ne disposait pas d'abattoir en 2003, en possédait et en gérait trois en 2005 (d'après nos entretiens). Le groupe commercialise alors la majorité de la production de ses contractants auprès de grossistes mais en dirige une partie vers ses abattoirs et unités de conditionnement. Ces poulets sont ensuite commercialisés dans des points de

vente de CP (7 en 2005, 10 en 2008) ou livrés à des chaînes de restauration rapide (KFC, Lotteria. . .).

La stratégie de CP et d'autres groupes comme Phuc Thinh (ce groupe disposait de près de 120 points de vente en 2005), leur permet de mettre sur le marché des poulets et œufs portant leur propre marque. Dans le contexte vietnamien, cette garantie par le secteur privé est très valorisée par les consommateurs (en comparaison d'une seule garantie par le secteur public, qui, compte tenu des nombreuses fraudes, a peu de valeur aux yeux des consommateurs). En limitant la commercialisation de produits de leur propre marque à leurs points de vente, ou aux quelques supermarchés, les grands groupes se protègent également des contrefaçons.

Les supermarchés ne se sont implantés que récemment au Vietnam à partir des années 1990. La grippe a été l'occasion pour eux de se positionner davantage sur le marché de la volaille. Ils ont bénéficié pour cela notamment de leur maîtrise de la chaîne du froid (les autres vendeurs habitués à la vente de volailles vivantes n'étant pas nécessairement préparés à ce changement de réglementation), de la confiance dont ils jouissent de la part des consommateurs urbains concernant la qualité sanitaire de leurs produits (surtout pour les supermarchés étrangers tels que Metro, Big C. . .) et aussi des alliances avec le secteur étatique. Ainsi, en pleine crise, le ministre de la Santé conseillait aux consommateurs vietnamiens lors d'une intervention à la radio : « Si vous ne voulez pas être malades, achetez vos poulets au supermarché » (et ceci alors que la transmission de la grippe par la voie alimentaire n'était pas avérée). Ceci a eu pour effet de multiplier par sept les ventes de volailles du seul supermarché autorisé à commercialiser les volailles à cette période à Hanoi (Agrifood Consulting International, 2007).

Ces situations de monopole dont ont bénéficié certains acteurs n'ont concerné que de courtes périodes, et rapidement le gouvernement a organisé la certification de nombreux points de vente. De plus, il faut noter qu'en 2010, du fait de la relâche de la mise en œuvre de la réglementation et de la diminution de la crainte des consommateurs, les filières traditionnelles de vente de volailles vivantes reprennent le dessus : fin 2007, il ne restait que deux ou trois des dix abattoirs industriels présents dans le nord du Vietnam auparavant, et ils ne fonctionnaient qu'à la moitié voire au tiers de leur capacité (MARD, 2007). Un seul de ces abattoirs appartenait à CP, alors que le groupe en possédait trois en 2005. Le nombre de points de vente appartenant aux groupes agro-industriels a également diminué : en 2009, CP n'a plus que 5 points de vente, sur les 10 que le groupe possédait en 2008[10] (CP s'oriente aujourd'hui vers une distribution de ses produits à travers des alliances avec le groupe Fresh Mart) ; et le groupe Phuc Thinh en 2009 n'avait conservé que 10 de ses 120 points de vente !

[10] Ainsi, en résumé, le nombre d'abattoirs de CP est de 0 en 2003, 3 en 2005 et 1 en 2007. Pour les points de vente : 0 en 2003 ; 7 en 2005 ; 10 en 2008 ; 5 en 2009.

Le bilan du processus d'industrialisation de l'abattage reste ainsi modeste. Selon le journal *Quan Doi Nhan Dan* (18 mai 2011), le Vietnam compte en 2011 près de 30 000 abattoirs, dont 97 % sont de petite taille et dont 27 % sont contrôlés. Seuls 3 % des volailles et autres animaux d'élevage sont abattus dans des abattoirs industriels (à comparer au 95 % que le gouvernement planifiait d'atteindre ; MARD et MOH, 2006b). Selon nos entretiens auprès du Ministère de l'Agriculture, les pressions seraient nombreuses de la part du secteur agro-industriel pour que la directive 394 (en faveur de la concentration et de l'industrialisation de la filière avicole) soit appliquée plus strictement.

3.2.6. La contractualisation avec les éleveurs : un processus relativement limité

Le processus de contractualisation des groupes agro-industriels avec des producteurs d'œufs ou de poulets de chair a été initié par les groupes étrangers, avant la grippe, et suivait alors une croissance régulière (+20 % de contractants par an pour le groupe CP avant 2003).

Le contrat par lequel CP confie la production de poulets de chair à des éleveurs locaux est du type « sous-traitant ». Selon le contrat, l'entreprise doit fournir aux éleveurs tous les intrants nécessaires à la production (aliments, poussins d'un jour, vaccins), des conseils sur la conception des bâtiments d'élevage et elle doit assurer l'écoulement de la production. En plus des normes vétérinaires et sanitaires, l'entreprise impose également des règles que doivent respecter les éleveurs sous-traitants au niveau de la construction des bâtiments d'élevage et des équipements, équipements que les éleveurs achètent auprès de CP.

Nos entretiens avec les éleveurs de CP et les services de contrôle vétérinaire de Hanoi nous ont appris que pendant la crise, les conditions et les contrôles sanitaires de CP appliqués à la production sous-traitée ont été renforcés, accroissant la pression de l'entreprise sur ses fournisseurs. De plus, l'entreprise a rajouté dans les termes du contrat une clause selon laquelle elle peut interrompre le contrat à tout moment en cas de nouvelle épizootie de grippe.

La grippe a eu dans un premier temps pour effet de diminuer le nombre de contractants (voir tableau 1) : de 199 en 2003 à 130 en 2005, pour le secteur poulets de chair chez les principaux groupes. Selon les éleveurs contractants enquêtés et nos entretiens à CP, cette diminution n'est pas liée à une décision du groupe CP lui-même : certains contractants ont abandonné la production avicole à la suite de pertes financières ou du moins d'une baisse de rentabilité de l'activité ; d'autres ont abandonné pour des raisons « extra-grippe » (notamment suite aux nombreuses expropriations foncières dont les agriculteurs de la zone, Ha Tay, sont victimes, en conséquence de l'extension de la capitale – un sujet délicat à aborder compte tenu des tensions sociales et politiques qu'il génère). Le groupe CP se serait contenté de geler la signature de nouveau contrat. En outre, si CP déclare n'avoir jamais interrompu l'achat de la production de ses contractants, la compagnie a réduit de 20 % son prix d'achat, par rapport à ce que prévoyait le contrat

et le groupe a imposé une diminution des effectifs de volailles chez chaque contractant (divisé par 2 en 2004). En investissant dans un abattoir proche de ses contractants et dans une capacité de stockage, CP a pu stocker des volailles durant les périodes de restrictions des transports (en outre le transport entre provinces d'animaux abattus est moins contraignant d'un point de vue réglementaire que celui de volailles vivantes).

Le nombre total de contractants a depuis augmenté (169 en 2009), sans pour autant atteindre son niveau d'avant grippe (voir tableau 1). Mais le groupe CP a lui dépassé ses effectifs de 2003 (199 contractants en 2009, contre 159 en 2003), notamment par le biais de son investissement dans la filière œuf. La part des poussins produits réservés à ses contractants a ainsi augmenté durant cette même période. En effet, si en 2003, 50 % des poussins (ponte et chair) produits par CP étaient confiés sous contrat, 65 % le sont en 2005. Cette tendance est surtout marquée dans le secteur œuf comme souligné plus haut : en 2009, CP réserve 70 % de sa production de poussins « ponte » à des contractants (contre 50 % pendant la grippe) et récupère pour ses propres élevages 95 % des poulettes « ponte » (alors que CP mettait toutes ses poulettes « ponte » sur le marché avant la grippe).

Tableau 1. **Évolution du nombre de fermes sous contrat avec les principaux groupes agro-industriels du secteur avicole présents au Vietnam, entre 2003 et 2009**

	Évolution du nombre d'éleveurs producteurs sous contrat de poulets de chair/poulettes		
	Fin 2003	**2005**	**Début 2009**
CP	139/20	100/40	120/79
JAPFA	60/30	30/30	10/25
DABACO	0/n.c.	0/n.c.	14/n.c.
DUC-NGHIA	0/0	0/0	25/5
Total (poulets de chair/poulettes)	199/?	130/?	169/?

Sources : Rapport du service vétérinaire de Hanoi et données d'entretiens avec CP.[11]
n.c. : non communiqué

Les éleveurs sous contrat avec CP auraient globalement mieux résisté à la crise que les éleveurs sans contrat, car ils ont pu rapidement reconstituer leurs élevages (General Statistics Office, GSO, 2004). Par ailleurs, ces éleveurs n'ont pas eu à licencier d'employés, alors que de nombreux cas ont été observés dans les exploitations non contractuelles (General Statistics Office, GSO, 2004). Ainsi si les éleveurs sous contrat avec CP ont subi des pressions accrues durant la crise de la grippe aviaire, ils ont aussi tiré un bénéfice de cette contractualisation.

[11] À noter qu'Agrifood Consulting International sur la base d'entretiens conduits avec CP en 2005, fournit des chiffres différents, et comptabilise pour le groupe 350 contractants en 2003, contre 20 à 30 contractants en 1997.

Ce système de contractualisation permettrait en outre à la filière intégrée d'échapper au paiement de certaines taxes : en fournissant poussins et aliments à des éleveurs sous contrat, les firmes contractantes échappent aux taxes qu'elles auraient à payer si elles mettaient ces mêmes produits sur le marché (selon le web magazine *All About Feed*, 2 août 2011)[12].

4. Discussion et conclusion

Nous avons posé la question de la réorganisation de la filière avicole vietnamienne dans le contexte des épisodes récents de grippe aviaire (H5N1), en interrogeant la part respective des processus d'intégration verticale, et d'expansion au profit du secteur agro-industriel dans cette réorganisation.

L'industrialisation, la modernisation et la concentration de la filière avicole sont les éléments d'un projet partagé et porté par de nombreux acteurs au Vietnam, acteurs occupant une position dominante. Mais le bilan que dresse le ministère de l'Agriculture de la décision 394 adoptée à l'occasion de la grippe aviaire (et qui concrétise ce projet) est très modeste (MARD, 2007). Le Ministère justifie ce bilan en évoquant la faible mobilisation des autorités provinciales et leur budget limité, le difficile accès au foncier dans les zones péri-urbaines, le maintien du risque épizootique (la grippe H5N1 n'a pas été éradiquée et les foyers ont encore été nombreux en 2012[13]), le retour des consommateurs à leurs habitudes, ainsi que la réticence des banques à prêter à un secteur jugé à risque.

Pourtant, les acteurs de la filière se sont montrés extrêmement réactifs aux opportunités qu'offrait la situation (misant sans doute sur une éradication rapide du virus qui n'a pas eu lieu). Ces opportunités ont ainsi attiré un certain nombre d'acteurs économiques mais qui n'ont pu s'imposer tous durablement dans cette filière. En effet, les situations de crise sanitaire supposent une capacité à faire face à l'incertitude et à l'instabilité (instabilité des règles ou du moins de leur application, instabilité de l'offre et de la demande. . .).

Cette filière industrielle s'est ainsi concentrée sur un nombre d'acteurs réduit, essentiellement des groupes agro-industriels étrangers parmi lesquels le groupe Charoen Pokphand. Celui-ci, à partir d'une bonne maîtrise de l'approvisionnement en poussins d'un jour, a pu progressivement s'imposer sur l'ensemble de la filière, jusqu'à la vente de détail, par un processus d'intégration verticale. En outre, le groupe a augmenté le nombre de ses sous-traitants dans la filière œuf. La maîtrise du processus de restockage, après les pertes animales importantes occasionnées par la grippe et les abattages d'urgence, apparaît donc comme tout à fait stratégique.

---

[12] http://www.allaboutfeed.net/Process-Management/Management/2011/8/Vietnams-tax-system-favours-foreign-enterprises-AAF012062W/(consulté le 1er février 2013)

[13] Voir le site de l'OIE http://www.oie.int/fr/sante-animale-dans-le-monde/mise-a-jour-sur-linfluenza-aviaire/2012/(consulté le 1er février 2013)

Si la compétition entre acteurs a été intense, elle s'est davantage exercée à l'intérieur du secteur industriel qu'entre le secteur dit « traditionnel » et le secteur commercial ou industriel. Ainsi, les résultats de notre étude montrent que le processus d'expansion du secteur industriel a été limité.

Mais ces résultats confirment l'hypothèse posée d'une plus forte intégration verticale lorsque les entreprises veulent plus de garanties sur la qualité sanitaire de leurs approvisionnements (intégration de l'abattage), et qu'elles souhaitent valoriser leurs efforts de qualité auprès de leurs clients en raccourcissant les chaînes de vente (intégration du commerce de détail). Cependant, dans le contexte particulier du Vietnam, cette intégration s'est suivie d'une désintégration partielle, montrant que si des alliances existent entre gouvernement et secteur privé, le gouvernement a su également instrumentaliser le moment voulu le secteur privé pour combler ses déficiences face à une situation d'urgence relativement inédite. Il a pu ainsi satisfaire la demande des consommateurs vietnamiens (notamment pendant la période de forte demande lors du Nouvel an lunaire) et donner par cette alliance des gages de bonne conduite à une communauté internationale (Figuié, 2013) préoccupée par la menace de pandémie grippale.

Références bibliographiques

Agrifood Consulting International (2006) *The impact of avian influenza on poultry sector restructuring and its socio-economic effect*, Poultry sector rehabilitation project—Phase I, prepared for FAO of the United Nations by Agrifood Consulting International, Bethesda, Maryland, US, 74 p.

Agrifood Consulting International (2007) *Poultry sector rehabilitation project: The economic impact of highly pathogenic avian influenza—Related biosecurity policies on the Vietnamese poultry sector*, prepared for FAO and the WHO of the United Nations by Agrifood Consulting International, Bethesda, Maryland, US, 254 p.

Barzel Y. (1982) Measurement cost and the organization of markets, *Journal of Law and Economics*, *25*(1), 27-48.

Bignebat C., Codron J.M. (2006) Innovations organisationnelles et contrôle de la qualité dans la filière fruits et légumes, *INRA Sciences Sociales*, 5-6, 1-4.

Burch D. (2010) Growth and concentration in the poultry-animal feed complex: The Charoen Pokphand group and Agrifood TNCs in the Asia-Pacific region, in: Agribusiness and Public Policies: Navigating the changing agri-food systems in the Asia region, Cainglet J. (éd.), AAI-Asia, Oxfam Hong-Kong, 4-32.

Codron J.M., Fares M., Rouvière E. (2007) From public to private food safety regulations? The case of negotiated agreements in the French import

fresh produce industry, *International Journal of Agricultural Resources, Governance and Ecology*, 6(3), 415-427.

Delquigny T., Edan M., Nguyen D. H., Pham T. K., and Gautier P. (2004) Evolution and impact of avian influenza epidemic and description of the avian production in Vietnam, Final report, July 2004, Hanoi, Vétérinaires sans Frontières / World Bank, 119 p.

Feedlink Magazine (2008) Asia's young tiger start to roar ; *Feedlink*, 5, 3.

Figuié M. (2013) Global health risks and cosmopolitization: from emergence to interference, *Sociology of Health and Illness*, *35*(2), 227-240.

Figuié M., Fournier T. (2008) Avian influenza in Vietnam: Chicken-hearted consumers?, *Risk analysis*, *28* (2), 441-451.

Figuié M., Fournier T. (2010) Risques sanitaires globaux et politiques nationales : la gestion de la grippe aviaire au Vietnam, *Revue d'Etudes en Agriculture et Environnement*, *91*(3), 327-343.

GSO (2004) Socio-economic impact of avian influenza, internal report by the Department for Agricultural, Forestry and Fisheries Statistics, General Statistics Office, Ha Noi, Vietnam.

GSO (2006) Statistical Yearbook of Vietnam, General Statistics Office, Hanoi, Statistical Publishing House.

GSO (2010) Statistical Yearbook of Vietnam, General Statistics Office Hanoi, Statistical Publishing House.

Grain (2006) Qui est le dindon de la farce ? Le rôle central de l'industrie de la volaille dans la crise de la grippe aviaire. *Grain*, publication, février, http://www.grain.org/article/entries/37-qui-est-le-dindon-de-la-farce, 19 p.

Grain (2007) La grippe aviaire, une aubaine pour big chicken, *Grain*, publication, avril, http://www.grain.org/article/entries/169-la-grippe-aviaire-une-aubaine-pour-big-chicken, 7 p.

Grossman S. J., Hart O. D. (1986) The costs and benefits of ownership: a theory of vertical and lateral integration, *Journal of Political Economy*, *94*(4), 691-719.

Lindgreen A., Hingley M. (2003) The impact of food safety and animal welfare policies on supply chain management: The case of the Tesco meat supply chain, *British Food Journal*, *105*(6), 328-349.

MARD (Ministry of Agriculture and Rural Development) (2006) Project: centralisation and industrialisation of poultry farming, slaughtering and processing for the period 2006-2015, Hanoi, Vietnam.

MARD (Ministry of Agriculture and Rural Development) (2007) Provincial summary reports on implementing Prime Minister decision n° 394/QD-TTG, Hanoi, Vietnam.

MARD (Ministry of Agriculture and Rural Development) and MOH (Ministry of Health) (2006a). Integrated national plan for avian influenza control and human pandemic influenza preparedness and response, 2006-2008 (Red Book), Hanoi, Vietnam, 28 p.

MARD (Ministry of Agriculture and Rural Development) and MOH (Ministry of Health) (2006b) Integrated national operation program for avian and human influenza (OPI), 2006-2010, (Green Book), Hanoi, Vietnam, 79 p.

MARD (Ministry of Agriculture and Rural Development) and MOH (Ministry of Health) (2010) Avian and pandemic influenza: Vietnam's experience, Hanoi, Vietnam, 60 p.

Ménard C. (2004) The economics of hybrid organizations, *Journal of Institutional and Theoretical Economics*, *160*(3), 345-376.

Ménard C., Valceschini E. (2005) New institutions for governing the agri-food industry, *European Review of Agricultural Economics*, *32*(3), 421-440.

Mighell R., Jones L.A. (1963) Vertical coordination in agriculture, Agricultural economic report n°19, Farm economics division of economic research service, US Department of Agriculture, Washington, US.

Moustier P., Anh D.T., Figuié M. (eds.) (2003) Marché alimentaire et développement agricole au Vietnam, Hanoi, Malica (CIRAD/IOS/RIFAV/VASI), 108 p.

Oosterveer P. (2007) Global governance of food production and consumption: issues and challenges, Edward Elgar (eds), Cheltenham, UK, 304 p.

Pham A. T. (2009) État et secteur privé agro-industriel dans la gestion de la grippe aviaire au Vietnam, Montpellier, Mémoire de Master, Montpellier SupAgro, Univ. Montpellier 1, 89 p.

Perry M. K. (1989) Vertical integration: determinants and effects, Handbook of Industrial Organization 1(4), R. Schmallensee and R. Willig (eds), North Holland, Elsevier, Chapter 4, 183-255.

Trevennec C., Morand S. (2013) Les dangers de l'élevage industriel : l'exemple des virus grippaux, in: *Notre santé et la biodiversité : Tous ensemble pour préserver le vivant*, Paris, Buchet et Chastel (eds.), Libella, 57-66.

Tuong V. (2010) Power, politics and accountability: Vietnam's response to avian influenza, in: *Avian influenza: Science, Policy, Politics*, chapter 4, Scoones I. (ed.), Oxon, UK Earthscan, 93-129.

USDA (United States Department of Agriculture), Foreign Agricultural Service (2011). Vietnam. Exporter guide. Many opportunities for food and agricultural products, but also some risks, Global Agricultural Information Network, Gain Report N° VM1054, 43 p.

Wales C., Harvey M., Warde A. (2006) Recuperating from BSE: The shifting UK institutional basis for trust in food, *Appetite*, *47*(2), 187-195.

Williamson O.E. (1991) Comparative economic organization: the analysis of discrete structural. Alternatives, *Administrative Science Quarterly*, *36*(2), 269-296.

World Bank (2004) Avian influenza emergency recovery project, Technical annex, Report n°T7631-VN, 70 p.